

# ***RWANDA: commémoration de KAMARAMPAKA***

## ***Pour une consolidation des acquis de la 50<sup>aire</sup>***

### ***de la REVOLUTION socio-politique rwandaise!***

Depuis la mise au point au sujet du contenu de la *Note sur l'aspect social du problème racial indigène au Rwanda* du 24 mars 1957, document appelé dans la suite *Manifeste des Bahutu* (quelques pages à voir dans *Rwanda, un peuple avec une histoire*, 1997 de MC OVERDULVE; mais aussi dans *Rwanda Politique*, 1962 de F NKUNDABAGENZI pp. 19-20); plusieurs événements ont eu lieu au Rwanda avant d'arriver à la date du 25 septembre 1961. Et l'on se souviendra que les relations politiques divisent toute société en gouvernants et gouvernés; et dans le Rwanda précoloniale *nyiginya* (lire Jan Vansina, *Le Rwanda ancien. Le royaume nyiginya*. Karthala, 2001) la stratification sociale définissait des supérieurs et des inférieurs (conformément aux mythes de légitimation de la domination de la dynastie "nyiginya").

Il s'agissait de **DOLEANCES pour plus d'EQUITE, de JUSTICE SOCIALE, de PARTICIPATION AU POUVOIR pour le MENU PEUPLE**, RUBANDARUGUFI dit «bahutu»<sup>1</sup> pour qui plaida aussi Gaspard CYIMANA alors Etudiant en Belgique dans ses deux articles **Cyimana, G. de** 1959 «Préalables à l'indépendance du Ruanda-Urundi» in *Habari*, XII, 5, 2/13 et «Plaidoyer pour le menu peuple au Ruanda-Urundi» in *La Revue nouvelle*, 15e année, XXIX, 3, 238/246:

#### ...dans ***Préalables*** à l'indépendances: La **QUALITÉ DE VIE** **DU MENU PEUPLE: RUBANDARUGUFI ...**

... ainsi était née l'Association pour la promotion de la masse... un parti du mouvement pour l'émancipation de ma masse hutu,...

Donc pour par exemple CYIMANA et ses contemporains:

*Pour éviter que l'indépendance ne profite qu'à une minorité, l'administration de tutelle devra préalablement introduire une série de réformes démocratiques car il est illusoire d'espérer qu'elles le seront encore, pacifiquement du moins, après son départ. Dans le domaine politique, le Décret du 14 juillet 1952 doit être modifié de manière à ce que les différents conseils soient composés au suffrage universel et que les autorités coutumières en soient écartées. Au point de vue administratif, il faut supprimer l'échelon de la chefferie, inefficace et onéreux, pour ne conserver que le territoire et la sous chefferie, sans doute sous de nouvelles dénominations. A chaque échelon, les titulaires des fonctions publiques seront désignés par le conseil, en attendant qu'ils soient élus directement par la population. Il faut mettre fin aux abus constatés dans les tribunaux coutumiers en instaurant le principe de la séparation des pouvoirs: le juge doit être différent et indépendant du chef. Parmi les mesures d'ordre économique et social, Gaspard CYIMANA relève en particulier la réforme du régime foncier. L'ubuhake, malgré sa suppression officielle, est resté vivace "sous sa véritable forme de régime foncier, dont la clientèle bovine n'était en réalité qu'un des aspects". –*

Des extraits de cet article sont reproduits dans *Rwanda politique 1958-1960*, pp.68/75 de NKUNDABAGENZI Fidèle

... et dans **Plaidoyers** ....

*A la fois ethnique et social, le problème du "menu peuple" du Rwanda et du Burundi résultent de sa domination séculaire par le groupe tutsi. L'administration de tutelle a atténué les formes d'exploitation les plus intolérables de l'ancien régime mais certaines mesures ont rendu possibles de nouveaux abus. La composition ethnique des divers conseils institués en vertu du Décret du 14 juillet 1952, aussi bien que de la population scolaire, illustre le quasi-monopole politique, culturel et économique dont bénéficient les Tutsi. Alors que les Tutsi ne constituent que 15 % de la population du territoire sous tutelle, il y a 82 chefs tutsi sur 83, 1 050 sous-chefs tutsi sur 1 100. En ce qui concerne le Rwanda, diverses déclarations du roi Mutara Rudahigwa tendent à éluder le problème: il propose de supprimer la mention de l'ethnie sur les documents d'identité, évoque les nominations antérieures de chefs hutu (lesquels étaient, en fait, assimilés à des Tutsi) et justifie les nominations actuelles en termes de formation et de mérites.*

1 À l'époque, umuhutu ça renvoyait à une relation de dépendance à un «plus puissant» politique et économiquement

*S'exprimant sur l'opportunité d'une réforme politique, le roi a rejeté l'idée d'une représentation des trois groupes ethniques qui, selon lui, diviserait le pays. Les Hutu demandent à l'administration tutélaire de ne pas les abandonner avant de leur avoir assuré l'égalité qu'ils revendiquent.*

Aussi publié sous forme de plaquette (16 pages) sous le titre: Que se passe-t-il au Ruanda-Urundi?; repris dans Rwanda politique 1958-1960, pp.55/68.

La **Mise au point** a été commenté donc dans la lettre du Vicaire apostolique de Nyundo, Monseigneur Aloys Bigirumwami, datée du 5 septembre 1958 et ayant pour titre *Problèmes ethniques et sociaux au Rwanda*.

Mais aussi, les dignitaires de la Cour du *mwami* ont fait une déclaration datée du 17 mai 1958 sous le titre de *Voici le détail historique du règne des Banyiginya au Rwanda*, connu sous le nom de *Ecrits des "Bagaragu bakuru b'i bwami"....*

## Pourquoi donc tout ça ?

### *Evénements, ....*

- Il ya eu d'abord **LE DECRET ROYALE du 01 AVRIL 1954** par lequel le système **d'ubuhake** est aboli par le mwami Mutara III Rudahigwa.
- **CONTESTATION** des conservateurs traditionalistes de la cour et premiers départ des ultras conservateurs; ce qui va entraîner la réaction des élites du menu peuple, *rubanda rugufi*.
- *La Note sur l'aspect social du problème racial indigène au Rwanda* du **24 mars 1957**, document appelé dans la suite *Manifeste des Bahutu*.

- **CONTESTATION VIGOUREUSE ET EXPLICATION/PRISE DE POSITION** de l'oligarchie "nyiginya" à ce sujet avec la réaction des *dignitaires de la Cour du mwami* datée du **17 mai 1958** sous le titre de *Voici le détail historique du règne des Banyiginya au Rwanda*, connu sous le nom de *Ecrits des "Bagaragu bakuru b'i bwami"* (explications et prise de position qui repose sur les mythes d'origine et de légitimation de la dynastie *nyiginya*, mythes dont l'idéologies raciste et inégalitaire est véhiculé jusqu'à nos jours véhiculée par les divers dictons de la sagesse populaire en Kinyarwanda) :

... «L'on peut se demander comment les Bahutu réclament maintenant leurs droits au partage du patrimoine commun. Ceux qui réclament le partage du patrimoine commun sont ceux qui ont entre eux des liens de fraternité. Or les relations entre nous (Batutsi) et eux (Bahutu) ont été de tout temps jusqu'à présent basé sur le servage ; il n'y a donc entre eux et nous aucun fondement de fraternité. (...) Puisque donc nos rois ont conquis les pays des Bahutu en tuant leurs roitelets et ont ainsi asservi les Bahutu, comment ceux-ci peuvent-ils prétendre être nos frères?»....

Le *mwami* en réaction ...

« On nous a posé un problème, et après un examen attentif nous déclarons : il n'y a pas de problème. Et que prennent garde ceux qui disent le contraire ... Le pays entier est coalisé à la recherche de l'arbre mauvais qui produit ses mauvais fruits de division. Quand il sera trouvé, il sera coupé, déraciné et brûlé pour qu'il disparaisse et que plus rien ne reste» ...

Ces agissements de Kigeri V en novembre 1959 sont-ils responsables<sup>2</sup> et patriotes?

En mobilisant et en lançant ses milices contre des élites revendicatives pour plus de justice sociale et d'équité des parti "Aprosomistes" et "Parmehutu"<sup>3</sup>, un peu comme .....

... *quelques Eglises ont aussi réagis...*

- La lettre du Vicaire apostolique de Nyundo, Monseigneur Aloys Bigirumwami datée du **5 septembre 1958** et ayant pour titre *Problèmes ethniques et sociaux au Rwanda*, qui est une sorte de

---

2 P. ERNY, 1994, op.cit. p.52

3 JC WILLAME , 1995 pp.54-55

mise au point quant à la réalité des concepts de hutu et tutsi et les inégalités décrites dans le Manifeste.

- *La Lettre Pastorale* de Monseigneur Perraudin, Vicaire Apostolique de Kabgayi, pour le Carême de 1959, daté du **11 février 1959** et qui appelle les chrétiens catholiques du Rwanda à avoir plus de charité "SUPER OMNIA CARITAS" parce que c'était l'année baptisée de la charité. C'est une prise de position de l'église catholique pour plus d'équité et de justice sociale dans cette lutte pour le partage du "patrimoine" commun des banyarwanda.

- Décès inopiné (élimination par les ultra monarchistes en raison des réformes "révolutionnaires" alors cours depuis 1952?) du mwami Mutara III Rudahigwa (le **25 juillet 1959**) et le coup de force de Mwima (28 juillet) par lequel Kigeli V NDAHINDURWA est intronisé "manu militari" (Umwami w'umutsindirano = roi imposé, Ndahindurwa?!, quel était son véritable nom?) et frustration du prince Rwigemera Etienne (véritable prince héritier?).

..... *Début des affrontements...*

- Le **1er novembre 1959**, le sous chef (de la chefferie de Ndiza) Dominique Mbonyumutwa, un des grands leaders (élevé au rang de sous-chef par la volonté de la tutelle dans le cadre du plan décennal 1950-1960) de la masse populaire hutu fut agressé par une bande d'une douzaine de jeune milicien *Ingangurarugo - abashyirahamwe* de l'UNAR (Union Nationale Rwandaise, parti du Roi) au sortir de la messe à Byimana au centre du pays près de Kabgayi. Cette agression survenue dans un moment d'extrême tension, fut ressenti comme le signal d'un plan d'attaque contre tous les leaders du menu peuple, *rubanda rugufi*, (d'autres leaders ayant déjà été attaqué dans la région de Butare plus au sud, les Aprosomistes): le Secyugu, Polepole,....

Les affrontements dans ce qui fut appelé le *muyaga* du Rwanda (le mwami Kigeli V ayant dirigé en personne la seule et unique réunion qui a été organisée et dirigée par l'autorité suprême du Rwanda les **7 et 8 novembre 1959** et où furent décidé la chasse aux élites, "injijuke z'abaporosoma", ce qui décida la tutelle à protéger ces "persécutés" par les tout-puissants aristocrates de l'oligarchie détenteurs du pouvoir) qui en découlèrent sont matés le **15 novembre 1959** (Voir l'ouvrage de Nkundabagenzi F., *Rwanda Politique*, 1958-1960, de 1961; ainsi que le document *Rwanda. Le problème des réfugiés sinistrés après les troubles de 1959-1960*, publié à Bujumbura en 1960 par Le Service de l'Information du Ruanda-Urundi,...); ou dans Harroy JP, *Rwanda. De la Féodalité à la démocratie*, 1955-1962, Bruxelles 1984, pp 305-308 .....

- Le mwami accepta de poursuivre les réformes administratives (lors du coup de force de Mwima, la tutelle avait accepté le candidat au trône Ndahindurwa comme nouveau roi avec la condition qu'il devait être un roi constitutionnel) avec les élections communales de **juin 1960** que perdirent l'UNAR. Le jeune nouveau mwami Kigeri V partit en **juillet 1960** en périple pour négocier une éventuelle réorganisation des élections communales, ce que la Belgique n'accepta pas. Devant l'"absentéisme" prolongé de Kigeri V NDAHINDURWA du Rwanda (de fin juin à Octobre 1960), la tutelle décida la mise en place d'un gouvernement provisoire le **26 octobre 1960** (le **1<sup>er</sup> gouvernement de la République Rwandaise** où se retrouvaient les membres de tous les partis qui avaient participé aux élections communales).

Lors de l'entrée en fonction des élus locaux de juin- juillet 1960 (tous ayant été rassemblé pour la circonstance à Gitarama), ces Bourgmestres et Conseillers communaux adoptent une décision qui allait entraîner des changements substantiels: proclamation de la République le 28 janvier 1961 ou le fameux "*Coup d'état de Gitarama*" (les élus du peuple ont décidé du changement de type d'institution, d'où la célébration de la **fête de la démocratie**) et contestation des monarchistes qui décident de se constituer en force de résistance contre ce que ces royalistes considéraient comme push, avec la création des *Ingangurarugo ziYemeje kuba ingenzi* en abrégé *INYENZI* avec mars 1961: c'est le début de ce que José Kagabo (l'un des chefs de file de l'obscurantisme séculaire nyiginya "modernisé") et Th Karabayinga qualifie de "période épique des Inyenzi", le calvaire de millions de rwandais cfr Politique de la haine, 1995 sous la dir de Cl Vidal; qui enregistra une quarantaine d'attaques jusqu'en 1967).

Cette volonté de reprise du pouvoir décida le Mwami Kigeri V et sa famille propriétaire de l'espace rwandais à en référer à l'ONU (c'est l'époque du "Loni iriyo di !, il n'y a pas que les Belges l'ONU est aussi là" pour les contemporains de cette époque !) Les plaintes des tenants de la monarchie poussèrent donc les Nations Unies à organiser pour le **25 septembre 1961** un référendum (*Kamarampaka*) pour départager définitivement ces derniers et des tenants de la République (organisé et supervisé par les Nations Unies). Ce référendum ayant été précédé par l'amnistie général de juin 1961 à tous ceux qui étaient poursuivis pour leur participation dans les "événements de novembre 1959"

La date du **25 septembre 1961** marque la fin de la monarchie et de la monarchie féodale «tutsi» nyiginya rwandaise, consacrée par **l'ordonnance législative n° 02/322 du 01 octobre 1961** par laquelle "*l'institution du mwami est abolie au Rwanda*", et **l'ordonnance n°02/326 du 09 octobre 1961** par lequel le Rwanda devenait une République cfr in J.P. HARROY, *Rwanda. De la Féodalité à la démocratie*, 1955-1962. Bruxelles 1984, pp 477-481.

Cette période correspond au grand mouvement de nombreux départs volontaires (et un de mes frères a accompagné celui qui été le patron - shebuj- de notre père) des tenants de la monarchie (environs 150.000 sur environs 200.000 de l'époque) qui se sont fait accompagnés par leur *bagaragu* pour la traversée de la frontière, parce que ne pouvant vivre dans un pays gouverné par leurs anciens esclaves -*abaja*-, les *hutu* ; «*abahutu ba*»

## **BILAN DES VIOLENCES DE NOVEMBRE 1959<sup>4</sup>**

Un bilan de la période de novembre a été fait dans l'ouvrage *La Toussaint rwandaise et sa répression*, Bruxelles Académie royale des Sciences d'Outre - Mer, 181 pp. de HUBERT J.P. (1965). Et selon cet ouvrage, au cours de la semaine du 3 au 11 novembre 1959, le Rwanda fut le théâtre des premiers violents affrontements entre "hutu" et monarchistes "tutsi", 1er acte d'un processus révolutionnaire au terme duquel, de monarchie féodale, le pays devint une République. Devant l'ampleur des troubles (assassinats et meurtres, arrestations arbitraires, coups, dévastations et pillages, port d'armes), la tutelle belge déclara l'état d'exception le 11 novembre et le jour suivant, instaura le régime militaire qui devait durer jusqu'au 15 janvier 1960. Entre novembre 1959 et le 31 mai 1961 (date d'une ordonnance législative sur l'amnistie voulue par les Nations Unies), 2010 personnes furent poursuivies dont 1278 hutu (63,9%) 478 tutsi (23,8% et tous des responsables!) et 65 twa (3,2%); l'appartenance "ethnique" de 182 personnes (9%) est inconnue; swahili, 1 congolais, 1 portugais, et 1 belge. Au cours de cette même période, 49 personnes trouvèrent la mort dans des actions imputables aux tutsi, et 25 dans des actions imputables aux hutu. Si on peut comprendre que ce bilan n'est que superficiel, compte tenu de difficultés de communication pour faciliter une enquête exhaustive qui aurait été indispensable, il est néanmoins incompréhensible qu'actuellement les institutions de justice et de défense de droit de l'Homme se laisse berner pendant si longtemps dans un flou quant aux effectifs des victimes du génocide de 1994 au Rwanda, ce pays qui disposait d'un système statistique assez performant et une structure administrative (avant son brouillage par le pouvoir en place avec la restauration des anciennes régions historiques, *imisozi*) permettant de disposer d'un registre d'état civil fiable.

Ce renversement de la situation socio-politique ne constitue-t-il pas une Révolution si on sociale qui devrait être consolidée et parachevée par une révolution culturelle afin que le clientélisme et la fourberie soient à jamais bannies comme valeurs rwandaise positive, ce cheval de bataille des *inkotanyi* de Kigeri V Ndahindurwa.

---

<sup>4</sup> Quand sortira le bilan détaillé officiel du carnage de 1990 à 2004(guerre et transition vers la république du démocrate «homme Fort» de Kigali!)

## Après la référendum

Les attaques des INYENZI (INgangurarugo ziYEmeje kuba ingeNZI furent régulières durant les années 1960 (40 attaques entre le 13 mars 1961 – lire à ce propos Toute la vérité sur le terrorisme Inyenzi au Rwanda. Kigali Service de l'information du Ministère des Affaires Etrangères du Rwanda, 1964, 30p ; mais également « *The United Nations' findings on Rwanda and Burundi. A summary of reports made by H. Dorsinville on his two missions to Rwanda and Burundi as the United Nations Secretary General's Special Representative* », in Africa Report, IX, 4, 7/8, 1964- et 1967), avant que ce conflit ne redevint latent, avec des semblant de retours durant la décennie des années 1980 dans le «**Rwanda aux milles projets**»<sup>5</sup>.

Puis se tint le fameux **Congrès de Washington (août 1988)** qui n'est en fin de compte qu'une dernière phase de préparation pour la « der des der » eu égard aux nombreux officiers formés alors que c'était des réfugiés en vue de l'ugukotana (*gukotana* d'où le nom de FPR Inkotanyi) ainsi que diverses stratégies que décrit KAJEGUHAKWA Valens dans son livre (voir Impuruza, n° 12).

Alors que ce problème était en voie de trouver des solutions viables et durables (lire le document de François NDAGIJIMANA, L'Afrique face à ses défis. Le problème des réfugiés rwandais. Contribution à la recherche d'une solution définitive. Genève, Ed Aruma : 1990 ; préfacé par Yolande DIALLO, alors Chargée des Relations extérieures-Afrique- au Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme - Actuel Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme).

Lorsqu'on lit le livre de F MISSER<sup>6</sup> et qu'on parcourt certains numéros de la revue Impuruza<sup>7</sup>, on se rend compte que tout le discours ingénieusement raciste, obscurantiste et révisionniste<sup>8</sup> de l'histoire du Rwanda date de la **Conférence de Washington d'août 1988**<sup>9</sup> (avec entre autres la mise en scénarios de l'histoire du Rwanda pour ne retenir que celui qui incrimine les "invités" dont parle Sebasoni M S dans son chef-d'œuvre de la fourberie et de l'obscurantisme *nyiginya* qu'est Les origines du Rwanda, pp. 190 à 223).

... Puis vint la guerre, .. le GENOCIDE, le virus de la **haine** «Ibukistes»,... les PURGES en courts...

## Quo US QUE ?...

---

5 Fruit du plan 2ème Plan quinquennal de développement, avec des thèmes annuels retenus comme priorité de développement au cours de l'année ; de l'instauration d'une « quinzaine » dite des projets tombant chaque année au mois de juillet considéré comme une sorte d'émulation des Communes entités locales dans leurs efforts de développement ; chaque entité local devant avoir au moins un projet à faire inscrire pour la prochaine saison (en lancement ou en inauguration dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et des infrastructures administratives: les « milles coopérants » du négationniste du développement du Rwanda de cette époque, UVIN Peter, avec son L'aide complice? Coopération internationale et violence au Rwanda. Paris L'Harmattan, 1999 ; et son article s'inscrivent dans ce contexte)

6 F MISSER (1995), Entretien avec Paul Kagame p. 5. Cet ouvrage a été réalisé à la demande de l'éditeur ; il n' est qu'une retranscription du contenu des numéros 10, 11, 12 et 13 de la revue Impuruza édité par le Professeur ethno-raciste de Sacramento, USA propagandiste pour la restauration de l'ancienne monarchie rwandaise tutsi nyiginya (lire à ce propos l'ouvrage synthétique de J VANSINA, L'évolution du royaume Rwanda des origines à 1990).

7 KMENYI A. (1988), Impuruza, n° 10, 11, 12 et 13. Le n°17 en fait le premier «média de la haine» bien avant les tristement célèbres radio Milles collines.

8 Contrairement à ce que font croire les défenseurs du nouveau pouvoir à Kigali, le format de l'histoire du Rwanda révisée(voir Impuruza n°12)a été adopté lors de la conférence de Washington ; si bien que tout autre vision, si conforme soit-elle aux précédentes recherches et publications qui ont pourtant tous eu lieu sous l'ancienne monarchie rwandaise tutsi nyiginya (ouvrage de Maquet J, ceux de J Vansina, de M d'Hertefeldt, ceux du confident de l'ancienne Cour nyiginya Alexis Kagame,... et bien d'autres pour ne citer que les plus rigoureux). Le seul spécialiste qui reste autorisé à parler est JP Chrétien qui ne reconnaît même plus les réalités scientifiques contenues dans les travaux qu'il a dirigé (comme l'ouvrage de NKULIKIYIMFURA JN, Le gros bétail et la société rwandaise. Evolution historique des XII-XIVème siècles à 1958. Paris 1994.

9 KIMENYI, A.(1988) IMPURUZA n°12

## UNE CONCLUSION

Toute société est d'abord l'affrontement d'au moins deux classes sociales<sup>10</sup> : l'une dirigeante et /ou dominante, l'autre populaire. L'une et l'autre regroupent des individus et des groupes hétérogènes formant des réseaux interindividuels et intergroupes extrêmement complexes et variablement conflictuels. Ces deux classes sociales qui forment, qui peuvent être subdivisées en un plus grand nombre, luttent pour contrôler et orienter le fonctionnement et le changement de la société. Par cet affrontement, la société, certes influencée par des facteurs extérieurs de nature socio-économiques et politiques, se produit elle-même, c'est-à-dire qu'elle façonne son ordre social fait d'institutions, d'organisations, de rapports de pouvoir, de culture. Certains acteurs s'efforcent de reproduire et de consolider cet ordre, d'autres motivés par des projets et des valeurs différents cherchent à le changer. Les acteurs –c'est-à-dire les individus et les groupes- qui contrôlent effectivement ces trois enjeux et qui imposent une réponse à cet ensemble de questions, forment la classe dirigeante.

---

10 BASSAND M. et alii (1986); Innovations et changement social. pp 15-26.